



ÉCONOMIE

« L'Allemagne défend le contribuable européen »

Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman

CRÉE EN 1991, la Fondation Robert Schuman est un groupe de réflexion sur l'Union européenne.

Parmi tous les interlocuteurs de la Grèce, l'Allemagne est-elle le plus intransigeant ?

JEAN-DOMINIQUE GIULIANI. Sans doute, (AFP/Miguel Medina.)

mais j'ajouterais que l'Allemagne n'est pas seule sur cette ligne dure. Beaucoup de pays européens sont sur la même position d'intransigeance. Les trois pays baltes — Estonie, Lettonie, Lituanie —, mais aussi la Slovaquie, pourtant dirigée par des sociaux-démocrates. Le ministre français des Finances lui-même, au sein des réunions de l'Eurogroupe, soutient une position identique.

Quelle est précisément la position allemande ?

L'Allemagne considère qu'il ne sert à rien d'effacer la dette si celle-ci continue à s'accroître. Ce qu'en France on appelle aujourd'hui l'intransigeance allemande, c'est en réalité du simple bon sens. Berlin demande au gouvernement Tsipras de faire les réformes qui permettront à l'Etat grec de fonctionner : lever l'impôt, réformer le régime des retraites, largement déficitaire. En réalité, l'Allemagne défend le contribuable européen.

L'Allemagne veut-elle

la sortie de la Grèce de la zone euro ?

Pas du tout. Angela Merkel est très responsable et l'Europe est bonne fille. Personne ne souhaite qu'un Etat européen fasse faillite. Personne ne veut voir des gens à la rue et des émeutes. Aujourd'hui encore, la chancelière cherche une solution car

elle ne veut pas porter la responsabilité du Grexit. Si Tsipras lui dit : « Je vais récupérer l'argent caché en Suisse, je vais taxer les riches armateurs protégés par la Constitution », elle applaudit.

L'opinion publique, outre-Rhin, semble chauffée à blanc...

Parce qu'une bande de joyeux révolutionnaires lui a fait des doigts d'honneur. Le gouvernement Tsipras joue les peuples contre les peuples et malheureusement cela fonctionne. Les réclamations grecques concernant les crimes de guerre nazis, par exemple, étaient très maladroites. Aujourd'hui, c'est vrai, l'opinion publique allemande est exaspérée et c'est une donnée essentielle. Si Angela Merkel devait aller au Bundestag pour faire ratifier un accord avec la Grèce — l'Allemagne est un pays très démocratique —, la chancelière ne serait pas sûre d'obtenir une majorité.

Propos recueillis par **MATTHIEU PELLOLI**